



# INFOMaires



amf29.asso.fr

ASSOCIATION DES MAIRES ET PRÉSIDENTS D'EPCI DU FINISTÈRE ■ ■ ■

53, rue Branda - 29200 BREST - Tél. 02 98 33 88 70 - Mel : [amf29@orange.fr](mailto:amf29@orange.fr) - Site : [www.amf29.asso.fr](http://www.amf29.asso.fr) - En cas d'urgence : 06 80 98 34 61

## RÉTROSPECTIVE UR SELL WAR-GIL

Depuis le 17 décembre 2025 :

### DECEMBRE 2025

**Le 17 :** Participation de MM GOUBIL et LARS, administrateurs AMF 29 aux temps d'échange au sujet de la multiplication du non-respect des règles d'urbanisme organisée par la sous-préfète de Châteaulin

**Le 19 :** Rencontre du président CAP avec des représentants de la Fédération du BTP du Finistère - Brest

**Le 19 :** Présence de Mme ESVANT, trésorière adjointe AMF 29 à la réunion stratégique des Observatoires des dynamiques Educatives et Rurales - Quimper, suivie de la participation de Mme CLAISSE, VP AMF 29, à la cérémonie de remise de bâchis - Landivisiau

### JANVIER 2026

**Le 5 :** Envoi de la carte de vœux AMF 29 à ses adhérents et partenaires

**Le 5 :** Audition de M. CAP par la Mission IGEDD-IGF sur la recomposition des territoires littoraux, en visio

**Le 9 :** Echanges entre la directrice AMF 29 et M. MAGUER, président du tribunal de commerce de Brest pour mettre en place une information conjointe portant sur les leviers des entreprises en difficultés - Brest

**Le 13 :** Remise des éléments comptables 2025 au cabinet Expertise & Comptabilité - Brest

**Le 15 :** Echanges de la directrice AMF 29 avec le SDIS 29 sur la formation des élus aux questions de sécurité civile - Brest

**Le 16 :** Envoi des cotisations 2026, dépôt des appels de cotisation communes et EPCI sur Chorus pro

**Le 16 :** Rencontre du président CAP avec M. HEMERY du syndicat des pharmaciens du Finistère - Brest

**Le 20 :** COPIL Carrefour des communes du Finistère 2026 - Brest

**Le 27 :** Rencontre entre la directrice et le directeur de BMA, M. COU - Brest

**Le 29 :** Présence de M. GOUBIL, VP AMF 29, à l'AG de la FDSEA - Pleyben

**Le 30 :** Rencontre du PAD avec Mme VIART, présidente de la Compagnie des commissaires enquêteurs de Bretagne - Brest

**Le 30 :** Rencontre de la directrice avec Mme LETTY, VP FEPEM Bretagne - Brest

### FÉVRIER

**Le 3 :** Présentation des comptes 2025 par M. REALE, comptable au cabinet Expertise & Comptabilité aux trésoriers de l'AMF 29 - Brest

## LE MOT DU PRÉSIDENT GERIG AR PREZIDANT

### Le statut de l'élu local, une conquête démocratique à poursuivre

Depuis plus de deux siècles, la figure du maire incarne la République au quotidien. Créé en 1789, le rôle de maire n'a cessé d'évoluer avec les transformations de notre pays. Tour à tour représentant de l'État, gestionnaire de proximité et acteur du développement local, le maire s'est imposé comme le pilier de la démocratie de terrain. Pourtant, malgré cette fonction essentielle, la reconnaissance juridique et sociale de son engagement est longtemps restée incomplète.

La question du « statut de l'élu » traverse toute l'histoire de la décentralisation. Chaque étape, qu'il s'agisse des grandes lois de 1884 consacrant la libre administration des communes, des réformes de 1982-83 affirmant la décentralisation, ou encore des ajustements successifs sur l'indemnité, la formation ou la protection sociale des élus, a apporté sa pierre à l'édifice. Mais jamais jusqu'à aujourd'hui un texte d'ensemble n'avait eu pour objet exclusif de consolider les droits et les conditions d'exercice du mandat local dans toutes ses dimensions.

C'est désormais chose faite. À l'unanimité des suffrages exprimés, le Parlement a adopté la loi créant un véritable statut de l'élu local, le 8 décembre 2025. Porté par un travail de longue haleine, nourri par près de deux ans de concertation et par les 78 propositions formulées par l'Association des maires de France en octobre 2023, ce texte marque un tournant historique. Il reconnaît enfin que s'engager au service du bien commun ne peut se faire au prix d'une précarité financière, d'une mise à l'écart professionnelle ou d'une rupture sociale.

Les avancées sont concrètes : prise en charge élargie des frais de garde, amélioration de l'accès aux droits des élus en situation de handicap, congés maternité et maladie

mieux encadrés... autant de mesures qui traduisent un vrai changement de regard sur l'engagement public. Le texte met aussi fin à la notion de conflit d'intérêts public/public, reconnaissant que cumuler plusieurs fonctions d'intérêt général n'est pas une faute, mais un signe d'investissement dans la vie collective.

Mais l'adoption de cette loi, si unanimement saluée soit-elle, n'est pas une fin en soi. Elle constitue une étape essentielle, non un aboutissement. Car de nombreuses difficultés subsistent : lenteur des procédures administratives, poids toujours croissant des normes et de la responsabilité pénale des élus... Les chan-

tiers restent nombreux, et les promesses doivent désormais se traduire dans les faits. Les décrets d'application, attendus avant les élections municipales de mars 2026, devront être publiés rapidement pour garantir la pleine effectivité des mesures.

Il faudra poursuivre le dialogue avec le Gouvernement pour lever les obstacles bureaucratiques et financiers qui étouffent l'action publique, pour alléger les charges pesant sur les communes, et pour garantir que chaque élu, où qu'il exerce, puisse pleinement servir son territoire sans craindre les contraintes excessives ou les repliements institutionnels.

Le chemin parcouru depuis les maires de la Révolution jusqu'à ceux du XXI<sup>e</sup> siècle témoigne de la force d'un engagement qui transcende les époques. Le « statut de l'élu local » est une conquête démocratique majeure. Mais comme toute conquête, il appelle à être consolidé, approfondi, et transmis, au nom de cette conviction partagée : la vitalité de la République ne se décrète pas depuis les capitales administratives, elle se construit, jour après jour, dans nos communes.

Dominique CAP



## NOTRE INTÉRÊT COMMUN : DYNAMISER LE TERRITOIRE



## Coreff Book : le livre des records à la bretonne



© Jean-Pierre Voxel

En 2025, l'association des maires du Finistère (AMF 29) et la brasserie Coreff ont lancé le Coreff book des records, pour mettre la lumière sur les initiatives locales.

L'idée est simple : permettre aux communes, associations et partenaires bretons de proposer des exploits originaux, constatés par huissier, afin qu'ils soient inscrits

officiellement dans ce registre régional. Parmi les 7 « rekords » validés, on retrouve, entre autres, un Paris-Brest de plus de 104 mètres, une tresse de 300 oignons et une tarte aux fraises géante de la Fête des fraises de 49,49 m².

Face au succès, **la seconde édition est lancée !** Les candidatures sont ouvertes.

### À votre agenda !



- **Mercredi 27 mai :**  
**Journée d'accueil des maires**  
en collaboration avec  
la Région, la Préfecture  
du Finistère, le Département  
à Plougastel-Daoulas
- **Judi 1<sup>er</sup> et vendredi 2 octobre :**  
**Carrefour des communes  
du Finistère**  
Capucins à Brest (et installation  
du nouveau CA de l'AMF 29)
- **Judi 12 novembre :**  
**Assemblée Générale AMF 29**  
à Landivisiau
- **Les 24-25-26 novembre :**  
**Congrès des maires  
de France à Paris**

## Loi sur le statut de l'élu

Le 8 décembre 2025, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la proposition de loi instituant un statut de l'élu local, dans des termes identiques à ceux votés par le Sénat. Cette adoption définitive marque l'aboutissement d'un long travail législatif engagé en janvier 2024 à l'initiative de la sénatrice Françoise Gatel, ouvrant la voie à une promulgation rapide et à une entrée en vigueur dès le début de la prochaine mandature municipale, à l'issue des élections de 2026.

Dans un contexte de désengagement progressif et de dégradation des conditions d'exercice des mandats locaux (près de 450 démissions de maires chaque année selon l'AMF), cette loi entend sécuriser juridiquement, simplifier administrativement et valoriser statutairement la fonction d'élu local. L'objectif est de consolider l'attractivité des mandats et d'assurer une meilleure conciliation entre vie professionnelle et responsabilités électives.

### Principales avancées introduites par le texte :

- Revalorisation des indemnités de fonction des maires et adjoints des communes de moins de 20 000 habitants (article 3 de la loi), avec un réajustement des barèmes indemnitaires inscrits à l'article L. 2123-23 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).
- Suppression du conflit d'intérêts dit « public-public », désormais écarté du champ de l'article L. 1111-1-1 du CGCT, afin de clarifier les situations de participation des élus représentant une autre collectivité ou un établissement public territorial.
- Simplification du régime de déport (article 5), en assouplissant les obligations déclaratives et les cas d'interdiction de participation aux délibérations, conformément à l'article L. 2131-11 du CGCT.
- Amélioration de la sécurisation des parcours des élus, notamment par le transfert de la gestion de l'allocation différentielle de fin de mandat à France Travail

(article 7), avec insertion dans le Code du travail, dans la continuité de l'actuel article L. 5424-25.

- Extension du droit à la formation et à la reconversion à tous les élus locaux, sur le modèle du compte personnel d'activité de l'élu, géré et financé au niveau national (article 8).

Adoptée dans un esprit transpartisan, cette loi constitue une reconnaissance explicite du rôle essentiel des élus locaux dans la vie démocratique et le fonctionnement des institutions territoriales. Les décrets d'application, en cours de préparation, préciseront le calendrier et les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

L'Association des maires et présidents d'intercommunalité du Finistère (AMF 29) assurera un suivi attentif de ces évolutions et de la publication des textes réglementaires.

Futurs élus

**Votre mandat mérite  
la protection efficace de Groupama**



Crédit photo : A. Chauvaud

**Groupama**  
COLLECTIVITÉS

02 41 35 81 88 Coût d'un appel local ou gratuit  
selon votre abonnement

ÉLECTIONS  
MUNICIPALES  
**2026**



## Préparer les élections municipales des 15 et 22 mars 2026

Consultez la page spéciale « Elections » sur le site de  
l'AMF pour de nombreuses informations pratiques :  
[www.amf.asso.fr/m/dossiers/election-municipale-2026.php](http://www.amf.asso.fr/m/dossiers/election-municipale-2026.php)

Composée de 12 rubriques (dates à retenir, règles de communication en période préélectorale et financement des campagnes, candidatures, organisation matérielle du scrutin...), cette page spéciale explique notamment les enjeux liés à la généralisation du scrutin de liste paritaire dans les communes de moins de 1 000 habitants, décrit les spécificités de l'élection des élus des communes nouvelles et des élus intercommunaux.

EN DIRECT AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

WAR-EEUN GANT AR C'HUZUL-DEPARTAMANT

## Pour le prochain mandat municipal, le Département restera le premier partenaire des communes.

Depuis 2021, le Département a significativement renforcé ses liens avec les maires et leurs équipes, pour faire avancer notre territoire au travers de projets concrets.

**Ces liens reposent sur la connaissance et la confiance.**

Après les élections municipales de mars, l'enjeu sera ainsi de conserver des liens d'aussi grande qualité.

Cela impliquera de pouvoir rapidement se retrouver pour échanger (un cycle de rencontres sera proposé en lien avec l'AMF 29 et les services de l'État) et de bâtir la confiance autour d'un nombre limité d'engagements.

**Le premier engagement du Département portera sur son niveau de soutien au bloc communal.** La situation des finances publiques pousse de nombreux partenaires à annoncer une diminution de leurs subventions aux communes, au risque de casser la dynamique d'investissement. Le Département fera exactement l'inverse : nous envisageons d'augmenter en 2026 le montant de notre soutien, notamment au titre du volet 1. Les économies que nous avons dégagées sur notre fonctionnement nous le permettent.

**Le deuxième engagement portera sur la méthode, qui continuera à placer la simplicité, l'équité et la transparence au cœur de notre démarche.** Les formalités administratives seront

maintenues au strict minimum. Les communes continueront à être traitées sur un pied d'égalité, ce qui était loin d'être toujours le cas par le passé. Les subventions 2021-2026 seront présentées aux nouveaux maires et à leurs adjoints dès le début du mandat.

**Le troisième engagement portera sur le maintien de notre appui technique :** ingénieurs et techniciens du Service de l'eau potable et de l'assainissement (SEA) ou de Finistère Ingénierie Assistance (FIA) pour les projets d'aménagement, architectes du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), agents de la Bibliothèque départementale, équipes de Finistère Habitat pour le logement, direction des routes : au-delà des subventions, toutes nos équipes se tiennent prêtes à accompagner les nouvelles municipalités pour la mise en œuvre de leurs projets.

Depuis le lancement du Pacte Finistère 2030 fin 2021, 1 765 projets ont été soutenus par le Département. Ils contribuent à moderniser nos infrastructures, à améliorer le cadre de vie des Finistériens, à accompagner la transition de nos territoires et à donner du travail à nos entreprises.

À nous de continuer sur cette belle dynamique au cours du prochain mandat !



À vos côtés pour trouver  
des solutions de transition énergétique



# Le point de vue de l'agence de l'eau Loire des actions de sobriété, avant de penser ré

## La sobriété en eau : chaque goutte fait la différence

Face aux défis environnementaux, économiques et sociaux liés à la gestion de la ressource en eau, la sobriété en eau est une solution incontournable. Moins coûteuses, les actions de sobriété sont un préalable avant de s'engager dans les actions de valorisation des eaux usées traitées.

### Qu'est-ce que la sobriété en eau ?

La sobriété en eau repose sur le principe d'utiliser uniquement la quantité d'eau nécessaire pour accomplir une tâche ou répondre à un besoin, tout en évitant le gaspillage.

Contrairement aux approches qui cherchent à traiter ou recycler l'eau après son utilisation, elle met l'accent sur les économies à la source. Cela signifie repenser nos habitudes, nos équipements et nos processus pour réduire la consommation dès le départ, sans compromettre les résultats obtenus.

### Pourquoi adopter une démarche de sobriété ?

L'eau est un patrimoine commun et une ressource limitée. Bien qu'elle semble abondante dans nos régions, les effets du changement climatique, la croissance démographique et l'intensification des activités humaines mettent une pression croissante sur l'eau disponible. Adopter une démarche de sobriété en eau permet de :

- Préserver les ressources naturelles : en réduisant la demande en eau, on limite l'impact sur les nappes phréatiques, les rivières et les écosystèmes aquatiques.
- Réduire les coûts : moins consommer d'eau signifie diminuer les dépenses liées à son traitement, son transport et son chauffage.
- Agir pour le climat : la gestion de l'eau nécessite de l'énergie. En consommant moins d'eau, on réduit indirectement les émissions de gaz à effet de serre.

### Collectivités : agir en amont pour préserver la ressource

Rappelons les objectifs du « Plan eau » gouvernemental de baisser des prélèvements sur la ressource de 10 % d'ici 2030. Les collectivités disposent de moyens pour agir sur leurs usages, en optimisant la gestion de la ressource et les infrastructures. Il s'agit de consommer mieux pour consommer moins. En France, l'eau potable représente 50 % des prélèvements d'eau douce (hors refroidissement des centrales nucléaires et alimentation des canaux).



©AdobeStock AELB Ingo Bartussek

### Qualité des réseaux égale distribution efficiente

L'objectif est clair : réduire les pertes de la ressource. Mais aussi, d'anticiper le vieillissement du patrimoine sur le long terme en procédant aux investissements nécessaires sur des réseaux parfois déficients. Sur le bassin, 150 millions de m<sup>3</sup> d'eau prélevés par an n'arrivent jamais au robinet (consommation annuelle de la population de la région Centre-Val de Loire). Incontournables pour les collectivités, la surveillance et l'entretien des réseaux sont des leviers financiers, mais aussi de sobriété.

Certains outils sont indispensables pour connaître et assurer le suivi de la performance des réseaux d'eau : cartographie (SIG), pose de compteurs et sous-compteurs sur les réseaux, télérelève permettent de détecter les fuites, d'agir et de remplacer les équipements vétustes. Mais ces efforts ne seront pas suffisants. Il faut également repenser les usages.

### Diagnostiquer les consommations des bâtiments et espaces naturels

Identifier les fuites d'eau en amont et suivre les consommations permet de grandes économies d'eau. Première étape : un diagnostic poussé de toutes ses consommations d'eau pour chaque bâtiment, espace public, équipement sportif, machine

utilisant de l'eau, usage, pour prioriser les actions à mener.

### L'espace public, un terrain propice à la sobriété

L'espace public, qu'il s'agisse des équipements de plein air, des parcs et voiries ou d'autres lieux comme les cours d'école, est un réservoir de possibilités pour agir sur les consommations d'eau. Le bénéfice est double, écologique et financier.

Réduire ses besoins en eau, c'est réfléchir à son usage mais aussi au potentiel de réutilisation. De nombreuses possibilités existent et la consommation peut être divisée par 2 ou plus :

- Récupérer les eaux de surverse des piscines pour l'alimentation des chasses d'eau ou l'arrosage des espaces verts après déchloration ou encore le nettoyage des chaussées ;
- Réutiliser les eaux traitées en sortie de station de traitement ;
- Récupérer les eaux de pluie pour l'arrosage, le nettoyage haute pression ;
- Sélectionner des plantes peu gourmandes en eau et adaptées au climat local ;
- Pratiquer la gestion différenciée des espaces verts ;
- Pailler les espaces plantés pour retenir l'humidité et réduire les besoins en eau ;
- Arroser le soir ou la nuit ;
- Installer des gouttes à gouttes et des tuyaux micro-poreux pour l'arrosage automatique ;
- Utiliser des nettoyeurs haute pression ;
- Généraliser les équipements hydro-économiques dans tous les établissements publics (Réducteur de débit et mousseur ou aérateur = 50 % d'économie) ;
- Réduire l'imperméabilisation des sols pour préserver la ressource, grâce à la gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) par exemple.

L'agence de l'eau accompagne de nombreux projets visant à la sobriété et l'amélioration des usages.



# Bretagne et de l'ARS : utilisation des eaux non conventionnelles !

## Réutiliser les eaux non conventionnelles : leviers et précautions pour les collectivités locales du Finistère

Qu'il s'agisse de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) ou d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH), la valorisation des eaux non conventionnelles doit s'inscrire dans une stratégie d'économie d'eau à l'échelle du territoire de la commune. L'enjeu est donc d'identifier des besoins ne nécessitant pas d'eau potable et des ressources potentielles. Les services de l'Etat, DDTM et ARS notamment, peuvent accompagner la collectivité. Ces services peuvent être associés aux études d'opportunité menées à l'échelle d'un territoire, comme l'a réalisée la CC Presqu'île de Crozon Aulne Maritime.

### REUT : cadre, usages et obligations des porteurs de projets

La réutilisation des eaux usées traitées (REUT) issues des stations d'épuration (STEU) est l'un des leviers du Plan Eau pour sécuriser des usages d'eaux non potables. **Le décret du 29 août 2023 relatif aux usages et aux conditions d'utilisation des eaux de pluie et des eaux usées traitées** simplifie les autorisations et précise les exigences de qualité ainsi que la démarche

d'évaluation des risques inhérente à chaque projet. Plusieurs arrêtés (14 décembre 2023, 18 décembre 2023 et 8 septembre 2025) sont ensuite venus préciser les usages possibles (arrosage des espaces verts, irrigation ou encore certains usages urbains) et les obligations des porteurs de projets.

Tout projet REUT nécessite une autorisation préfectorale fondée sur un dossier technique (qualité de l'eau, surveillance, gestion des risques), garantissant la protection des usagers et des milieux. Le service instructeur est la DDTM, qui pourra demander un avis à l'ARS en cas d'exposition du public ou du voisinage. L'échelle intercommunale apparaît comme la plus pertinente pour porter des projets de REUT.

### Eaux impropres à la consommation humaine (EICH) et usages domestiques

Le **décret n° 2024796** et l'**arrêté du 12 juillet 2024** autorisent l'usage domestique de plusieurs catégories d'EICH : eaux de pluie, eaux brutes domestiques, eaux de puits/forages, eaux grises et eaux issues de piscines collectives. Les usages autorisés varient se-

lon la qualité visée. Ils excluent les usages alimentaires et corporels, et sont résumés dans le tableau suivant qui précise également la procédure administrative associée.

### Actions possibles à l'échelle communale : exemples d'applications

Les eaux de vidange ou de lavage des filtres des piscines collectives peuvent être réutilisées pour des usages autorisés à l'échelle du bâtiment : chasses d'eau, arrosage d'espaces verts attenants, nettoyage extérieur ou alimentation de fontaines décoratives. Le projet doit garantir une séparation des réseaux, un niveau de qualité approprié et une déclaration/autorisation en préfecture.

Les équipements publics (écoles, gymnases, ateliers municipaux) peuvent intégrer un réseau d'EICH destiné aux chasses d'eau ou à l'arrosage paysager. Cela implique la mise en place de dispositifs antiretour, une signalisation adaptée et un suivi sanitaire. La création d'un réseau EICH est toutefois plus simple et moins coûteuse quand elle est intégrée dès la conception, ou à l'occasion de travaux de rénovation.

EICH  Usage	Eaux brutes issues du milieu naturel : Eaux de pluie, eaux douces, eaux de puits et de forage		Eaux grises (issues des douches, des baignoires, des lavabos et des lave-linges) et Eaux de piscine collectives		Eaux de vannes issues des toilettes	Eaux spéciales des établissements de santé
		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		
Lavage du linge	Déclaration A+ (1)	Déclaration A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Lavage des sols en intérieur	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Alimentation des fontaines décoratives	/	Déclaration A+	Déclaration A+	Autorisation A+		Soumis à expérimentation
Arrosage des jardins potagers	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Évacuation des excréta	/	/	Déclaration A+	Autorisation A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Lavage surfaces extérieures dont véhicules au domicile	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Arrosage des toitures et murs végétalisés et des espaces verts à l'échelle du bâtiment	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation

# Préserver le commerce de proximité à l'heure des consignes automatiques : redonner du pouvoir aux communes

Mélanie Thomin, députée du Finistère, Membre de la commission des affaires économiques, Présidente de l'Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP)

Dans nos communes du Finistère, le commerce de proximité est bien plus qu'un lieu de consommation. Il est un repère du quotidien, un facteur de lien social et un élément central de la vitalité des centres-bourgs. Boulangeries, cafés, épiceries, buralistes ou fleuristes participent pleinement à l'identité de nos territoires. Lorsqu'un commerce ferme, c'est souvent un service essentiel qui disparaît, et parfois une commune qui s'appauvrit durablement.



© Assemblée nationale

Ces équilibres déjà fragiles sont aujourd'hui bousculés par l'essor du commerce en ligne et par le développement rapide des consignes automatiques de livraison de colis, dites « lockers ». Ces équipements se multiplient sur les parkings de grandes surfaces, dans les zones commerciales ou à proximité des axes routiers, souvent sans concertation avec les communes. En France, on en compte désormais plusieurs dizaines de milliers, dont près de 1 500 en Bretagne, concentrés autour de quelques grands acteurs du e-commerce et de la logistique.

Il ne s'agit pas de nier l'évolution des usages ni les attentes légitimes de nos concitoyens en matière de praticité. Mais cette modernité ne peut pas se construire au détriment des commerces de proximité ni sans règles claires. Derrière l'installation massive des consignes automatiques, ce sont des réalités très concrètes qui se jouent dans nos territoires. De nombreux commerçants, partenaires historiques des réseaux de livraison en point relais, voient leurs contrats résiliés au profit de dispositifs automatisés. Or ces points relais constituent souvent un complément de revenu indispensable et génèrent des flux de clientèle bénéfiques à l'ensemble du centre-bourg.

Dans de nombreuses communes, en particulier rurales, la suppression d'un point relais fragilise l'accès aux services et accentue la désertification commerciale. Elle déplace aussi les flux de

consommation hors des cœurs de ville, au profit de zones commerciales périphériques. Par ailleurs, certaines implantations de lockers ont suscité de vives inquiétudes : nuisances sonores, augmentation du trafic, stationnements anarchiques ou installation à proximité immédiate d'habitations et d'équipements sensibles. Face à ces situations, les maires expriment souvent un sentiment d'impuissance, faute de leviers juridiques suffisants.

C'est pour répondre à cette réalité de terrain que j'ai déposé une proposition de loi transpartisane visant à réguler l'installation des consignes automatiques de livraison et à soutenir les commerces de proximité. L'objectif est simple : redonner du pouvoir de décision aux communes, sans interdire ni bloquer l'innovation. Le texte prévoit que toute implantation de consigne automatique soit soumise à une autorisation d'urbanisme, quelle que soit sa taille, afin que les élus locaux puissent apprécier son opportunité au regard du contexte communal.

La proposition introduit également un principe de complémentarité, en conditionnant l'installation d'un locker au maintien d'au moins une solution de retrait de colis chez un commerçant de proximité dans un périmètre défini. Enfin, elle ouvre la possibilité, pour les communes qui le souhaitent, d'instaurer une taxe sur les colis retirés ou déposés via des consignes automatiques, afin de corriger les déséquilibres concurrentiels et de financer des actions de soutien au commerce local.

Réguler les lockers, ce n'est pas s'opposer au progrès. C'est refuser une logique de fait accompli imposée par de grands groupes du e-commerce (*Amazon, Mondial Relay, VintedGo, Aliexpress...*) et réaffirmer un principe essentiel : l'aménagement commercial de nos territoires doit se décider localement, dans l'intérêt des habitants, des commerçants et de la vie communale.

Pour tout contact "Info-Maires" : Armelle Coffin • Téléphone : 02 98 33 88 70 • e-mail: amf29@orange.fr. "Info-Maires" est édité par l'Association des maires et présidents d'EPCI du Finistère. ISSN 1765-414.  
 Directeur de la publication : Dominique Cap. Maquette : Christophe/Roderick Hudelot, Landerneau. Impression : MKS Communication, La Roche-Maurice.  
 Remerciements à l'Office public de la langue bretonne pour les traductions.

LE CENTRE DE GESTION  
DU FINISTÈRE

**PARTENAIRE  
DE VOS TRANSITIONS.**



**Portes ouvertes**  
les **29 & 30**  
**avril 2026**

 **CENTRE  
DE GESTION**  
FINISTÈRE.